



Rachat des avoirs bloqués – Déblocage Anticipé

- Je souhaite réaliser **un rachat total des avoirs bloqués.**
 Je souhaite réaliser **un rachat partiel des avoirs bloqués.**

En cas de rachat partiel uniquement, préciser le/les fonds sur le(s) quel(s) vous souhaitez racheter vos avoirs et indiquer le montant racheté.

NOM DU FONDS		MONTANT RACHETE	
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€

CARACTERISTIQUES DU RACHAT SUR LE PER COLLECTIF

Rachat des avoirs disponibles (à la retraite ou atteinte de l'âge légal de départ en retraite)

- Je souhaite réaliser **un rachat total des avoirs disponibles.**
 Je souhaite réaliser **un rachat partiel des avoirs disponibles.**

En cas de rachat partiel uniquement, préciser le/les fonds sur le(s) quel(s) vous souhaitez racheter vos avoirs et indiquer le montant racheté.

NOM DU FONDS		MONTANT RACHETE	
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€

Rachat des avoirs bloqués – Déblocage Anticipé

- Je souhaite réaliser **un rachat total des avoirs bloqués.**
 Je souhaite réaliser **un rachat partiel des avoirs bloqués.**

En cas de rachat partiel uniquement, préciser le/les fonds sur le(s) quel(s) vous souhaitez racheter vos avoirs et indiquer le montant racheté.

NOM DU FONDS		MONTANT RACHETE	
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€
_____	>	_____	€

Attention : N'oubliez pas de cocher le motif de déblocage anticipé correspondant sur le tableau « Cas de déblocage » en page 3, 4 et 5. Pour le rachat de vos avoirs bloqués sur votre PEE ou sur votre PER COLLECTIF, il vous faut joindre impérativement à ce bulletin, les pièces justificatives correspondant à votre cas. Tout bulletin incomplet ou erroné ne pourra donner lieu à un traitement et vous sera retourné.



CAS DE DEBLOCAGE ANTICIPE

Si vous souhaitez le remboursement de tout ou partie de votre épargne, avant la fin du délai légal de blocage, vous devez être dans l'un des cas prévus par la loi, appelés « cas de déblocage anticipé » et correspondant aux grands événements de la vie. Cochez le cas de déblocage correspondant.

Cas de déblocage anticipé		Déblocage possible		Pièces justificatives demandées
		PEE	PERECO	
<input type="checkbox"/>	<p>Mariage du bénéficiaire ou conclusion d'un PACS</p> <p>Délai de demande : 6 mois à partir de la date du fait générateur</p>	•		<p>Mariage : l'extrait d'acte de mariage OU copie du livret de famille, accompagné d'une traduction assermentée pour les mariages/PACS célébrés à l'étranger.</p> <p>Conclusion du PACS : récépissé d'enregistrement de la déclaration conjointe de PACS édité par l'Officier de l'état civil de la commune OU convention de PACS OU partenariat civil étranger reconnu par le droit civil français accompagné d'une traduction assermentée OU copie de l'extrait d'acte de naissance portant mention du PACS OU récépissé d'enregistrement de la déclaration conjointe des partenaires du PACS établie par le notaire OU récépissé d'enregistrement de la déclaration conjointe des partenaires du PACS établie par l'ambassade ou le consulat de France qui a enregistré la déclaration d'inscription du PACS.</p> <p>Date du fait générateur : date du mariage / conclusion du PACS</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Naissance ou adoption, dès lors que le foyer compte déjà deux enfants à charge</p> <p>Délai de demande : 6 mois à compter de la date du fait générateur</p>	•		<p>Naissance : Copie complète du livret de famille OU extrait d'acte de naissance de chaque enfant ET d'une attestation CAF justifiant de l'existence de 3 enfants à charge.</p> <p>Adoption simple ou plénière, en France ou à l'étranger : OU une copie du certificat d'adoption délivré par la DASS OU copie du jugement d'adoption le cas échéant, ET d'une attestation CAF justifiant de l'existence de 3 enfants à charge. En cas d'adoption à l'étranger : Copie de la transcription du jugement rendu à l'étranger (décision d'exequatur rendue par le TGI)</p> <p>Date du fait générateur : date de naissance du 3ème enfant et de chaque enfant suivant / date de l'adoption</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Divorce, séparation ou dissolution du PACS, assorti d'un jugement prévoyant la garde d'au moins 1 enfant.</p> <p>Délai de demande : 6 mois à compter de la date du fait générateur</p>	•		<p>En cas de Divorce : Soit la copie du jugement de divorce prévoyant la résidence habituelle - unique ou partagée - au domicile de l'épargnant d'au moins un enfant ET le certificat de non-appel (ou de non-pourvoi) OU de l'acte d'acquiescement (signé par les 2 ex-conjoints) OU de la copie du livret de famille OU de l'acte de naissance mentionnant le divorce.</p> <p>Si divorce par consentement mutuel : la copie de la convention définitive homologuée par le Juge aux Affaires Familiales prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins un enfant au domicile de l'intéressé OU la copie de la convention établie et signée par les époux et leur avocat respectif, prévoyant la fixation de la résidence, unique ou partagée, d'au moins un enfant au domicile de l'épargnant ET l'attestation émise par le notaire suite au dépôt à l'office notariale.</p> <p>Si séparation d'un couple marié ou non marié : L'ordonnance ou le jugement du JAF prévoyant la résidence habituelle d'au moins un enfant au domicile du demandeur ou récépissé d'enregistrement de la dissolution du PACS fourni par l'Officier de l'état civil.</p> <p>Date du fait générateur : date du jugement définitif / date de l'ordonnance du juge aux Affaires Familiales.</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un PACS.</p> <p>Aucun délai pour formuler la demande</p>	•	•	<p>Copie attestation d'invalidité 2ème ou 3ème catégorie de la caisse régionale de Sécurité Sociale ou de l'organisme débiteur OU notification de l'attribution d'une pension invalidité au titre d'un régime de sécurité sociale, consécutive au classement dans l'une des catégories ET Décision et carte d'invalidité (ou carte mobilité inclusion) établies par la MDPH (ou CDES) ET attestation sur l'honneur qu'aucune activité professionnelle n'est exercée par la personne concernée.</p> <p>Dans le cas de l'invalidité d'un enfant, du conjoint ou de la personne liée par le PACS, l'accompagner de la copie du livret de famille OU du récépissé d'enregistrement de la déclaration de PACS.</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un PACS.</p> <p>Pour le décès du salarié, la demande est à faire dans les 6 mois suivant le décès sous peine au-delà de ce délai de taxation des plus-values au taux de 27%.</p>	•	•	<p>Succession ouverte chez un notaire : demande émanant du notaire qui produit un acte de décès ou un acte de notoriété. Il est ensuite chargé de la répartition des sommes entre les héritiers.</p> <p>Succession non ouverte chez un notaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> > capital inférieur à 5000 euros : acte de décès ET certificat d'hérédité avec porte-fort délivré par la mairie du lieu du domicile du défunt OU certificat de notoriété délivré par un notaire > capital supérieur à 5000 euros : acte de décès ET certificat de notoriété délivré par un notaire ou par le tribunal d'instance du domicile du défunt. <p>En cas de pluralité d'héritiers majeurs et si le certificat d'hérédité ou de notoriété ne comporte pas de porte-fort, joindre une procuration émanant de chacun des héritiers dont la signature aura été légalisée par la mairie. Décès du conjoint ou de la personne liée par un PACS : Établissement du lien de parenté par un Acte de décès ET le livret de famille OU Extrait d'acte de naissance avec mention en marge de la déclaration du PACS OU copie du récépissé de déclaration conjointe de PACS en mairie</p> <p>Date du fait générateur : date du décès.</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Cessation du contrat de travail, cessation de son activité par l'entrepreneur individuel, la fin du mandat social, la perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé.</p> <p>Aucun délai pour formuler la demande</p>	•		<p>Salariés : Certificat de travail OU attestation de l'employeur certifiant la date de cessation du contrat de travail (avec signature et cachet de l'entreprise) OU convention de rupture amiable homologuée (Cerfa n°14598*01) accompagnée d'une attestation du salarié mentionnant l'absence de notification de refus d'homologation par la DREETS OU attestation d'admission à la retraite (avec date de cessation de travail) OU Titre de pension Mandataire social : Procès-verbal de l'organe décisionnaire de révocation ou de non-renouvellement du mandat par l'Assemblée Générale. L'entreprise doit attester de la rupture du lien avec le mandataire social. Professions libérales, commerçants et artisans : attestation de cessation d'activité délivrée par l'URSSAF ou auprès de l'ordre professionnel et de la caisse du régime des indépendants. Conjoint collaborateur : copie de la déclaration de radiation adressée par le chef d'entreprise au centre de formalités des entreprises (CFE) ou auprès de l'URSSAF dans les deux mois suivant la cessation de la collaboration OU attestation de radiation délivrée par le RCS ou par l'URSSAF. Conjoint associé : Procès-verbal de l'Assemblée Générale OU notification de la modification des statuts de l'entreprise faisant apparaître la cessation des parts et récépissé du CFE OU statuts modifiés faisant apparaître la cession de parts</p>



<input type="checkbox"/>	<p>Violences commises contre l'épargnant par son conjoint, concubin, partenaire PACS ou son ancien conjoint, concubin ou partenaire</p> <p>Aucun délai pour formuler la demande</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 		<p>Pièces à joindre au dossier (le cas échéant des pièces complémentaires pourraient vous être réclamées)</p> <ul style="list-style-type: none"> > Attestation de procédure pour violences au sein du couple délivrée par le procureur de la République > Copie du dispositif de l'ordonnance de protection (texte final de l'ordonnance commençant par les mots « Par ces motifs ») délivrée par le juge aux affaires familiales
<input type="checkbox"/>	<p>Création ou reprise d'une entreprise par le bénéficiaire, ses enfants, son conjoint ou la personne qui lui est liée par un PACS.</p> <p>Délai de demande : 6 mois à compter de la date du fait générateur</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 		<p>Cas particulier de l'autoentrepreneur : Création en cours : attestation sur l'honneur précisant que l'intégralité des sommes débloquées servira au financement de l'opération et que le bénéficiaire s'engage à restituer les sommes en cas de non réalisation ET récépissé de dépôt auprès du CFE. Création achevée : attestation sur l'honneur précisant que l'intégralité des sommes débloquées servira au financement de l'opération ET récépissé d'inscription au RCS/Répertoires des métiers OU attestation MSA OU extrait de KBIS.</p> <p>Cas pour une société: attestation sur l'honneur précisant que l'intégralité des sommes débloquées servira au financement de l'opération ET récépissé de dépôt au CFE OU récépissé d'inscription au RCS /Répertoire des métiers OU extrait K-bis ET statuts définitifs ou à défaut projet de statuts accompagnés d'une attestation sur l'honneur de fournir les pièces dès la création officielle de l'entreprise.</p> <p>Etablissement de lien de parenté : Joindre en plus le livret de famille ou pour le PACS l'attestation établie par le greffier du tribunal d'instance qui a enregistré la déclaration du PACS</p> <p>Date du fait générateur : date de l'immatriculation / date de cession</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Construction, acquisition, agrandissement ou remise en l'état de la résidence principale endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle.</p> <p>Dans le cadre de la construction et de l'acquisition, toute demande de déblocage des sommes indisponibles doit être faite dans les 6 mois qui suivent le fait générateur et avant l'entrée dans les lieux. Les sommes ne peuvent être débloquées que si elles correspondent, au minimum, à l'apport nécessaire de la dite opération. A contrario, si le plan de financement prévoit 100% de l'investissement à crédit, le déblocage n'est pas possible.</p> <p>Pour un agrandissement, le délai de demande de déblocage est de 6 mois.</p> <p>Pour une catastrophe naturelle, le délai est de 6 mois à compter de la date du fait générateur pour le PEE uniquement.</p> <p>Pour le PER, les avoirs détenus au sein du compartiment 3 (versements obligatoires) ne sont pas éligibles au déblocage anticipé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • <p>Sauf agrandissement et remise en l'état</p>	<p>Construction /Agrandissement : Copie permis de construire (ou déclaration au préalable de travaux si agrandissement) ET contrat de construction ou devis acceptés, datés et signés (si arrhes versées ou factures matériaux gros œuvre), copie de l'offre de prêt avec plan de financement de l'organisme prêteur indiquant l'apport personnel ET attestation sur l'honneur précisant qu'il s'agit de la résidence principale où le salarié s'engage à restituer les sommes débloquées si l'achat ne se réalise pas.</p> <p>Si acquisition par auto-construction : Permis de construire et facture d'achats de matériaux de gros œuvre ou devis accepté, datés et signés à condition que des arrhes aient été payés.</p> <p>Remarque : une véranda, un garage, une terrasse ou une loggia ne constituent pas une surface habitable au sens de l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation, qui exclut de la notion de surface habitable : " les combles non aménagés, les caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs extérieurs, vérandas, volumes vitrés, et autres dépendances des logements, ni les parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1.80 mètres".</p> <p>Date du fait générateur : Date de signature du contrat de construction (si le salarié fait appel à un professionnel) ou date de la facture d'achat des matériaux de gros œuvre (si le salarié construit lui-même) ou du devis accepté (si arrhes versées)</p> <p>Acquisition d'un bien existant : Acte notarié correspondant OU compromis de vente ET attestation sur l'honneur où le salarié s'engage à fournir l'acte notarié et à restituer le montant des sommes débloquées si l'évènement ne se réalise pas. En cas de prêt: Un plan de financement définitif émis par l'organisme de crédit ou l'offre de prêt doit être joint. Le document doit faire apparaître le montant de l'apport personnel du salarié. Le montant du déblocage anticipé de l'épargne salariale est au plus égal à celui de l'apport personnel. En l'absence de prêt: une attestation sur l'honneur de non recours à un prêt bancaire doit être jointe.</p> <p>Acquisition d'une résidence principale par un salarié dont le départ en retraite s'effectuera dans les 3 ans : Attestation sur l'honneur certifiant de l'engagement de faire de l'immeuble sa résidence principale dans les 3 ans qui suivent la demande de déblocage</p> <p>Acquisition d'un bien en état futur d'achèvement (VEFA): contrat de vente OU contrat de réservation ou Compromis de vente ET attestation sur l'honneur précisant qu'il s'agit de la résidence principale et dans laquelle le salarié s'engage à restituer les sommes débloquées si l'achat ne se réalise pas ET plan de financement de la banque indiquant le montant de l'apport personnel</p> <p>À noter : L'acquisition d'une résidence via une société civile immobilière (SCI) ne permet pas de bénéficier du déblocage anticipé.</p> <p>Date du fait générateur : date de signature du contrat de vente ou contrat VEFA ou de la promesse de vente</p> <p>Catastrophe naturelle: Copie de l'arrêté préfectoral ou ministérielle OU attestation du maire mentionnant la référence de l'arrêté ET déclaration de sinistre auprès de la compagnie d'assurance OU expertise de l'assurance ET devis accepté, datés et signés (ou facture acquittées relatives à des travaux touchant la structure même de la construction) ET attestation sur l'honneur précisant que les sommes débloquées serviront intégralement au financement de l'opération.</p> <p>Date du fait générateur : date de déclaration des dégâts auprès de la compagnie d'assurance ou du constat de l'expert OU date de l'arrêté ministériel de catastrophe naturelle.</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Surendettement du bénéficiaire.</p> <p>Aucun délai pour formuler la demande</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 	<ul style="list-style-type: none"> • 	<p>La demande de remboursement doit être faite par le Président de la Commission de Surendettement ou par ordonnance du juge de l'Exécution (l'ordonnance doit obligatoirement contenir un plan de remboursement précisant la somme à déblocuer)</p> <p>Date du fait générateur : date du courrier du Président de la Commission de Surendettement ou de l'ordonnance du Juge de l'Exécution</p>
<input type="checkbox"/>	<p>Expiration des droits à l'assurance chômage du titulaire.</p> <p>Aucun délai pour formuler la demande</p>		<ul style="list-style-type: none"> • 	<p>Document de Pôle Emploi attestant que tous les droits à l'assurance chômage sont arrivés à expiration OU situation de compte délivrée par Pôle Emploi mentionnant que l'épargnant bénéficie d'une allocation spécifique de solidarité et est demandeur d'emploi dans une des catégories de 1 à 8 OU attestation indiquant que toutes les périodes indemnisées ont été réglées au titre de l'Allocation d'Aide au Retour à l'Emploi</p> <p>Date du fait générateur : date de la notification de fin de droit à l'assurance chômage.</p>



<input type="checkbox"/>	Cessation d'activité non salariée de l'épargnant à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire Aucun délai pour formuler la demande		• Copie du jugement de liquidation judiciaire de l'entreprise OU copie de la procédure de conciliation établie par le président du tribunal de commerce et demande avec l'accord du titulaire
--------------------------	---	--	---

A QUI ENVOYER CE BULLETIN DE RACHAT ?

Ce bulletin de rachat doit être envoyé à l'adresse suivante :

EPSENS 46 rue Jules Méline 53098 LAVAL Cedex 9	Pour consulter votre compte : <ul style="list-style-type: none">> Connectez-vous à votre espace Internet dédié SALARIES via le site www.epsens.com, univers SALARIES, bouton CONNEXION, bouton SALARIES> Contactez le SVI de EPSSENS au 09.69.39.08.32 (appel non surtaxé)> Installez l'application mobile gratuite disponible pour iPhone et Android
--	---

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions du PEE/PER COLLECTIF ainsi que des DIC des FCPE.

Tout bulletin incomplet ou erroné ne pourra être traité et vous sera retourné.

Il est rappelé que :

- la souscription de parts de FCPE n'est pas permise aux résidents des Etats Unis d'Amérique/"U.S. Person" (selon la définition disponible sur le site internet de www.epsens.com) ;

-Epsens n'assure dans cette opération que la fonction de TCCP en épargne salariale, et à ce titre transmet au Teneur de registre indiqué ci-dessous les avoirs demandés et la position fiscale latente associée, le cas échéant via l'Entreprise (responsable de la tenue du registre de d'épargne salariale).

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions de mon dispositif ainsi que des Documents d'informations clés (ou DIC) et Règlement des FCPE.

Conformément à la réglementation européenne et française en matière de données à caractère personnel, en particulier le Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée (dite « loi Informatique et Libertés »), les informations que vous nous communiquez ou qui nous sont transmises par votre employeur ou un apporteur d'affaires sont traitées par EPSSENS, responsable du traitement. Vos données personnelles sont utilisées à des fins de tenue des comptes d'épargne salariale et d'accès aux fonctionnalités de votre espace en ligne sécurisé. Elles sont également traitées en vue de l'exécution des dispositions légales et réglementaires en vigueur, y compris la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Elles sont destinées aux membres du personnel dûment habilités d'EPSSENS ainsi qu'à ses sous-traitants éventuels et, s'il y a lieu, aux gestionnaires financiers dans le cadre d'échange d'informations. Elles sont conservées par EPSSENS pendant une durée maximale de trente ans à compter de la disponibilité des avoirs. Vous disposez d'un droit de demander l'accès à vos données à caractère personnel, la rectification ou l'effacement de celles-ci, et de décider du sort de vos données, post-mortem. Vous disposez également d'un droit de vous opposer au traitement pour des raisons tenant à votre situation particulière, de limiter le traitement dont vous faites l'objet et d'un droit à la portabilité des données à caractère personnel dans les limites fixées par la loi. Ces droits peuvent être exercés directement sur notre site via nos formulaires, par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9. En cas de réclamation relative à la protection des données, vous disposez également du droit de contacter la CNIL directement sur son site internet <https://www.cnil.fr/fr/agir> ou par courrier à l'adresse suivante : CNIL, 3 Place de Fontenoy - TSA 80715, 75334 PARIS CEDEX 07

DATE :

SIGNATURE :

Imprimer et signer